

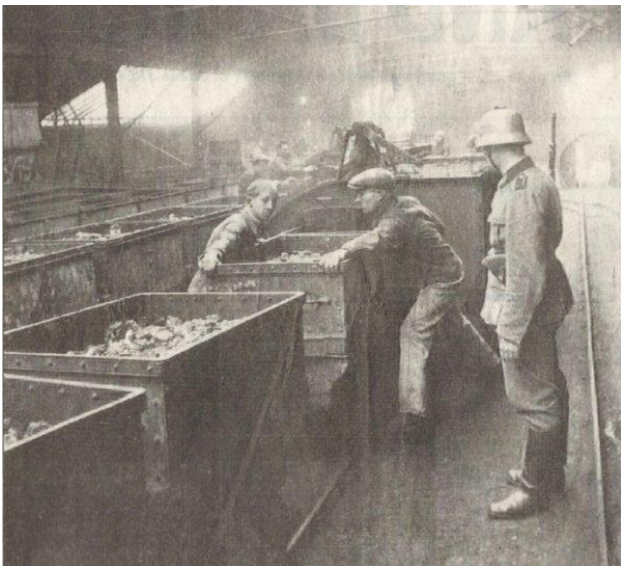
70ème anniversaire de la grève de Mai-Juin 1941

Hommage aux mineurs et leur compagne

INVITATION

L'UNION LOCALE CGT D'AUCHEL

la municipalité de Calonne-Ricouart et André Delcourt, son maire et conseiller général, les Amis d'Edward Gierak, les sections du Parti communiste français d'Auchel, Calonne-Ricouart, Marles-les-Mines, Divion et Cauchy-à-la-Tour,



**vous invitent à
l'hommage qui sera
rendu aux 100 000
mineurs et leur
compagne qui défièrent
l'occupant allemand,
l'administration vichyste
et le patronat des Mines.**

CALONNE-RICOUART

Hôtel de Ville

VENDREDI 27 mai 2011 à 18H00

70^e anniversaire de la grève des mineurs de Mai-Juin 1941

Par Jacques Kmiecik (SNJ – CGT)

« Seule la classe ouvrière dans sa masse aura été fidèle à la France profanée »

Elle restera dans l'histoire comme l'une des plus importantes mobilisations de masse en Europe occupée par les nazis. La grève de Mai-Juin entraîna, à son apogée, 100 000 mineurs et leur compagne dans la lutte. Pour du pain, du savon noir, de l'huile, de meilleures conditions de ravitaillement et de travail et forcément l'indépendance nationale... La répression fut impitoyable. Ce mouvement, il y est vrai circonscrit au Nord-Pas-de-Calais, tarde à gagner sa place dans les manuels scolaires. Il y a vingt ans, l'association « Mai-Juin 1941 » joua un rôle considérable dans la reconnaissance tardive de son caractère patriotique par l'Etat.

Mai 1940. La France capitule. Le Nord-Pas-de-Calais passe sous la botte allemande. Il est rattaché au commandement militaire de Bruxelles en qualité de « zone interdite ». Le patronat des Mines s'apprête à savourer sa revanche sur 1936. Dans un contexte de pénurie alimentaire et pire de difficulté d'accès au marché noir, il renforce sa pression sur les « gueules noires » : allongement de la durée du travail, blocage des salaires, augmentation des cadences et multiplication des brimades ! La surexploitation physique dont sont victimes les travailleurs est un sujet d'étonnement chez les... Allemands même. Dans les mines, le malaise s'exprime par des arrêts de travail dès l'automne 1940. Le 11 novembre, 40.000 mineurs boudent le fond. La grève de l'Escarpelle rythme le mois de janvier 1941... Le 1^{er} mai suivant offre l'occasion au Parti communiste français clandestin d'une démonstration de force. Dans *L'Enchaîné du Pas-de-Calais*, Auguste Lecoœur, l'un de ses animateurs, appelle à en faire une « *journée de lutte contre le double joug de la domination capitaliste et étrangère* ». Des « *Thorez au pouvoir* » ornent les murs des cités où fleurissent les drapeaux rouges...

Le 27 mai au puits Dahomey

Lorsque la compagnie des Mines de Dourges prétend réintroduire « *le paiement des ouvriers à l'abattage par équipes* », c'est le déclic. De la fosse 7 de Montigny-en-Gohelle, les premiers mineurs cessent le travail à l'appel des communistes et plus particulièrement de Michel Brulé, l'animateur local du Comité d'Union syndicale et d'Action (CUSA), organisation clandestine qui défie la logique chartiste de collaboration de classe voulue par Vichy. Nous sommes le 27 mai. Le mouvement se répand alors très vite à l'ensemble de la concession de Dourges puis au bassin en même temps que les revendications s'élargissent. Les grévistes réclament du pain, du savon. Et la cessation des brimades ! La CGT interdite par Vichy, la SFIO liquéfiée ; certains de ses membres sombrant dans la collaboration, le PCF apparaît alors comme « *le seul à pouvoir mener un combat social* », selon l'historien Yves Le Maner. Le parti a l'opportunité de pouvoir s'appuyer sur une corporation minière qui fait bloc, rivée à son poste de travail du fait des mesures de réquisition prises dès 1939.

4 mineurs sur 5 en grève !

En Belgique, un mouvement de contestation similaire avait entraîné 7 000 mineurs du bassin de Liège dans la grève du 17 au 24 mai. Le patronat avait satisfait les revendications des mineurs et tout était rentré dans l'ordre. Ici, il rechigne à y répondre favorablement. Aussi le mouvement s'inscrit-il dans la durée... Les travailleurs immigrés

dont les Polonais parfois majoritaires à l'abattage, mais aussi les compagnes des mineurs en sont largement partie prenante. Du 2 au 4 juin, 100 000 travailleurs en grève, dont désormais des gaullistes, mais aussi des socialistes et des chrétiens... « *Le chef d'orchestre était communiste, mais tous les musiciens, loin s'en faut, ne l'étaient pas* », dira Auguste Lecoœur. 80 % de la corporation a débrayé ! Les femmes entrent dans la danse et défilent dans les corons...

Le Bassin minier en état de siège !

Dans un pays noir encore largement imprégné d'une anglophilie qui date de la Grande Guerre, et marqué par le souvenir des atrocités teutonnes de 1940, à Courrières et Oignies..., le « *mouvement de défense sociale est en train de se transformer en pulsion de révolte contre l'occupant. La grève acquiert un caractère de lutte nationale* », soutient Yves Le Maner. Le caractère antiallemand des bulletins et tracts communistes le montre. L'ordre public est menacé et surtout l'appareil de production désorganisé. Un moment dans l'expectative, l'occupant avec le soutien de l'administration française réagit, devant l'incurie du patronat. C'est l'état de siège. Lieux publics fermés, salaires non payés, vivres non distribués, premières arrestations au hasard pour accroître l'effet de terreur avec en point d'orgue une vague d'arrestations (dont 47 femmes) à l'aube du 6 juin. Les premières « *se font au hasard pour créer un effet de stupeur, puis elles sont plus ciblées sur la base de listes fournies par le patronat* », rappelle Alain Durand, animateur de l'antenne du Pas-de-Calais des Amis de la Fondation pour la Mémoire de la Déportation. L'armée reçoit le soutien de la Gestapo. Un climat de terreur s'installe. L'effet escompté se produit avec une progressive reprise du travail. Le 10 juin, la grève est terminée.

Une répression à la hauteur des enjeux

Le bilan de la répression est terrible. 450 personnes auront été emprisonnées. 250 mineurs environ sont acheminés vers le camp de concentration d'Oranienburg-Sachsenhausen, au nord de Berlin. Les mineurs nordistes composent ainsi le premier convoi de déportés de la France occupée. 130 y laisseront leur vie. D'autres militants communistes gagneront la clandestinité et alimenteront les premiers bataillons de la lutte armée... qui se développera dans la foulée de l'invasion de l'URSS par l'Allemagne, le 22 juin 1941. Première mobilisation de masse de cette ampleur et de cette durée en Europe occupée, la grève des mineurs de Mai – Juin 1941 met en lumière le rôle incontournable des communistes du Pas-de-Calais, dans la lutte contre l'occupant et pour l'indépendance nationale. En effet, cette action n'aurait jamais eu ce caractère de masse si elle n'avait été relayée par le PCF clandestin du Pas-de-Calais réorganisé autour d'Auguste Lecoœur et Julien Hapiot, rompus à la lutte antifasciste en Espagne, ou encore de Maurice Deloison, Gustave Lecoœur ou Nestor Calonne. Selon Alain Durand, il s'agit « *de la spécificité du Pas-de-Calais* », à l'heure où la Fédération du Nord restait fidèle à la ligne du Komintern de dénonciation d'une guerre entre puissances impérialistes qu'il s'agissait de renvoyer dos à dos.

Une action finalement récompensée !

Cette action a porté un coup terrible à la machine de guerre allemande en lui faisant perdre 500 000 tonnes de charbon. Elle a mis en lumière la dimension collaborationniste du patronat des Mines et de la police française et le rôle d'avant-garde de la classe ouvrière dans la libération du pays. Comme le soulignera l'écrivain François Mauriac : « *Seule la classe ouvrière dans sa masse aura été fidèle à la France profanée.* » Les murs de la citadelle d'Arras en témoignent encore aujourd'hui... Le premier convoi de déportés à prendre la direction de l'Allemagne sera ainsi composé d'ouvriers-mineurs. La grève n'aura cependant pas été vaine. Pour améliorer le ravitaillement, les compagnies consentiront à la création du Service d'Approvisionnement des Houillères, l'ancêtre des coopératives « CCPM » bien connues des anciens.